

# Véritable république ?

en faisant subir une entorse à l'article 74 relatif au nombre de mandats, laissé ouvert... Enfin, en matière de vacance du pouvoir, l'art. 88 est sans équivoque : «Le Conseil constitutionnel se réunit pour constater "la maladie grave et durable" du président et propose au Parlement de déclarer l'état d'empêchement.» Si l'Algérie était dotée d'un Etat véritablement démocratique, les membres du CC auraient dû en conscience, surtout pour être en accord avec leur rôle et leur devoir constitutionnels, s'enquérir de l'état de santé du Président, eu égard à la vive émotion suscitée à travers tout le pays...

## 2 /De la Constitution algérienne et de la réalité du pouvoir ?

A la lecture de la Constitution, il apparaît, du moins en théorie, que l'Algérie ne peut être le pays monarchique où on peut déclarer : «le roi est mort, vive le roi», en raison d'un lignage dynastique ou patrilinéaire.

Par contre, le transfert de la couronne est d'usage courant, mais il repose sur la seule filiation en lien avec la «famille révolutionnaire», de ses produits et sous-produits et autres alliances parfois contre nature, dont la désignation des heureux élus à la magistrature suprême ne se fait pas au tirage au sort, comme dans la Grèce antique, mais attribuée en fonction des rapports de force clanique du moment.

A la décharge de l'équipe actuelle aux gouvernes, le phénomène n'est pas nouveau : historiquement le GPRA dût essayer un coup d'Etat en 1962 de la part de l'EMG (Etat-Major général) et le clan d'Oujda qui placeront par les armes Ahmed Ben Bella à la tête de l'Algérie indépendante ; le pouvoir de ce dernier sera dissout par un coup d'Etat en 1965 par le même clan qui portera son champion, le colonel Houari Boumediène à la tête d'un Conseil de la Révolution, instauré en remplacement de toutes les institutions dissoutes, jusqu'à ce qu'il les liquide un à un pour régner en autocrate absolu. Après sa disparition en décembre 1978, le lieutenant-colonel Kasdi Merbah, puissant patron de la Sécurité militaire, en compagnonnage avec d'autres colonels (Belhouche, Abdelghani, etc.), fera coopter le colonel Chadli Bendjedid à la tête de l'Etat, au détriment de l'ancien baronnage (Yahiaoui, Bouteflika, etc.) instauré par Boumediène, même si tous resteront fidèles au testament dynastique de ce dernier, et par conséquent au système instauré par lui ; puis c'est par la volonté de quelques généraux que fut «démissionné» en janvier 1992 Chadli Bendjedid, qui devra céder sa place à Mohamed Boudiaf, installé à la tête d'un Haut Comité de l'Etat, composé de ce que le pays compte comme «institutions» et «symboles» véritables de la «famille révolutionnaire» : Mohamed Boudiaf (incarnant la révolution et le 1<sup>er</sup> Novembre 1954) ; le général-major Khaled Nezzar (représentant l'ANP) ; le colonel Ali Kafi (l'ALN et les anciens moudjahidine) ; Ali Haroun (la Fédération de France du FLN et en tant qu'ancien membre de la Ligue des droits de l'homme) et le D<sup>r</sup> Tidjani Haddam, ancien ministre et ex-président de la Mosquée de Paris, représentant les Habous et le culte musulman...

Rien n'a été négligé, ni la satisfaction des impératifs géopolitiques et surtout pas la sacro-sainte région, au nom de laquelle pas moins de 18 chefs de gouvernement furent nommés : 6 pour l'Est et les Aurès ; 4 pour Tlemcen et l'Ouest ; 7 pour la Kabylie et le Centre et 1 pour le M'zab et le Sud.

Obéissant à la même logique, au sein du HCE, toutes les régions ou presque furent représentées : les Aurès et l'Est, la Kabylie et le Centre, Tlemcen et l'Ouest ; si le sud du pays n'était pas représenté au sein du HCE, la raison tient sans doute à l'absence d'une figure marquante sur la scène politique à

cette époque. Toutes les autres qualités (compétence, intégrité, expérience, etc.) sont sacrifiées sur l'autel du clanisme, du régionalisme, du clientélisme, de la cooptation, etc. Avec la fin de la parenthèse HCE, il revient aux mêmes généraux de placer le général Liamine Zeroual à la tête de l'Etat à la suite de la période de transition assurée par le colonel Ali Kafi au lendemain de la disparition tragique de Mohamed Boudiaf. N'ayant pas accepté l'affairisme autour de lui et refusant le rôle de pantin qu'on voulait lui attribuer, Liamine Zeroual a dû ruer dans les brancards à maintes reprises avant de jeter de guerre lasse le harnais, en annonçant sa démission assortie d'un préavis d'une année. Ce laps de temps d'un an était nécessaire aux décideurs du moment pour trouver un autre joker, dans le sillage des trois précédents (Boudiaf, Kafi, Zeroual).

C'est évidemment vers un ancien membre de la «famille révolutionnaire» que le choix du pouvoir décisionnaire se portera, en l'occurrence l'ex-commandant Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre de Houari Boumediène, écarté en 1979 de la course au pouvoir. Voilà la quadrature du cercle avec laquelle devra composer pendant 50 ans le peuple algérien, prétendument souverain.

Une des causes cardinales est sans doute l'esprit de la Constitution algérienne, fondée sur le régime présidentiel avec des pouvoirs les plus étendus (présidence, gouvernement, défense, affaires étrangères, etc.) inspiré de la Constitution française de 1958, laquelle fut taillée sur mesure pour la stature du général de Gaulle (un président-monarque à sa façon), avec un double bémol : une Constitution algérienne totalement amputée des contrepouvoirs constitutionnels ayant cours dans une démocratie véritable, en l'espèce une opposition digne de ce nom ; un pouvoir judiciaire autonome ; une presse totalement libre ; de vrais organes de contrôle institutionnel de la gestion du pays ; des pouvoirs de médiation et de recours entre les citoyens et l'administration, etc.).

Ainsi, au-delà de tout le verbiage contenu dans cette Constitution, dans la réalité des faits la différence entre la république démocratique et la monarchie républicaine n'est pas plus épaisse qu'une feuille de cigarette. En demandant au peuple d'introniser A. Bouteflika roi d'Algérie, M. A. Sellal veut tout simplement, me semble-t-il, faire entériner une situation de fait qui dure depuis 50 ans.

Dans les monarchies absolues, le pouvoir politique est entre les mains de la famille royale et des courtisans et dans les républiques démocratiques et populaires la vie politique est animée par la fratrie et les clans du moment ; le corpus juridique de base dénommé CONSTITUTION (appelée à être remaniée une fois de plus au lendemain du 17 avril pour satisfaire aux circonstances politiques du moment, notamment par la création d'un poste de vice-président attestée par le retour sur la pointe des pieds d'Ouyahia et de Belkhadem aux affaires) ne sera qu'un sempiternel recueil de phraséologie et une sorte de poncif servant de leurre, pour ne pas dire un «attrape-nigauds».

Dans les monarchies absolues, à l'image de celles prévalant dans les pays du Golfe, comme celle de l'Arabie saoudite, le Qatar, etc., le monarque abdicque au profit de sa progéniture ou de membres de la famille régnante. En Algérie, en raison d'un contexte historico-politique différent, il n'y a pas de succession héréditaire, mais l'«héritier du trône» sera toujours un «produit» du système, coopté pour contenter les intérêts de toutes les forces en présence et en particulier ceux de la «famille révolutionnaire» et de la «région» ; deux autres institutions implicites des plus déterminantes, comme évoqué plus haut, mais qui ne constituent pas moins la négation même de ce que l'on appelle «République», «Etat», etc.

Aussi surprenant que soit le contenu de l'appel de Mouloud Hamrouche, «il est primordial que les différents intérêts de groupes, de régions et de minorités soient préservés et garantis...», celui-ci ne traduit pas moins le réalisme politique nouveau d'un homme écarté du pouvoir pour avoir fait montre dans les années 1990 d'honnêteté intellectuelle, de probité morale et de sens patriotique.

Avec de telles qualités, logiquement cet homme aurait pu être le meilleur présidentiable algérien du moment, ne serait-ce que pour continuer son programme de réformes démocratiques initiées en 1989/1990, avec la bénédiction de Chadli Bendjedid... Tel ne fut pas le cas, parce que l'homme des réformes voulait également mettre fin aux privilèges ayant prévalu depuis l'indépendance jusqu'à la fin des années 1980 et début 1990, ce qui n'était pas du goût de l'establishment en place... Voici, me semble-t-il, la réalité complexe de la politique algérienne gouvernée par des intérêts diffus et des féodalités multiples (mais jamais par le peuple!!!), au point d'obliger cet homme de principes et de caractère à afficher aujourd'hui un profil conforme à cette pitoyable réalité, au grand dam de ses supporters qui ne comprennent pas trop sa démarche...

## 3) De la monarchie en général et de la «monarchie» algérienne en particulier

Il existe plusieurs types de monarchie, allant de la monarchie élective ayant prévalu dans certaines contrées européennes, comme par exemple en France où le monarque se faisait élire par le peuple déjà en l'an 50 avant J.C (Vercingétorix, plus tard Clovis, etc.). La monarchie évoluera au cours des siècles en passant par la monarchie de type absolu et héréditaire et finissant de nos jours avec la monarchie constitutionnelle.

Même les monarchies absolues des Valois et des Bourbons, et à leur tête des rois aussi illustres que Louis XIV (le roi-Soleil), étaient quand même limitées par les lois. On a souvent tendance à assimiler la monarchie absolue avec le régime despotique, autrement dit le régime politique où le monarque a les pleins pouvoirs.

A l'exception de quelques rares monarchies, telles que celle de l'Arabie Saoudite, qui demeure un des derniers bastions de royauté dynastique absolue, dans tous les autres pays, le monarque se doit de respecter les lois fondamentales du pays (décidées par le peuple souverain) tandis qu'un monarque despote ou un président dictateur n'est limité par aucun pouvoir supérieur à lui, y compris celui émanant de la Constitution à laquelle il tord le cou lorsque les circonstances le commandent...

Dans la plupart des Etats modernes d'Europe (G-B, Espagne, Belgique, Pays-Bas, Suède, etc.) et d'Asie (Japon, Thaïlande, etc.) les monarchies sont constitutionnelles et le rôle du souverain est beaucoup plus représentatif ou symbolique, avec un gouvernement qui conduit la politique du pays, sous le contrôle d'un parlement qui légifère en tolérant à ses côtés une opposition assez représentative des autres courants et sensibilités politiques.

Dans le cas de l'Arabie saoudite on peut parler de monarchie despotique car le roi et la famille proche et apparentée, non contraints par aucune loi, détiennent entre leurs mains tous les leviers du pouvoir. Ce royaume a longtemps prétendu avoir pour constitution le Coran et la Sunna, inspirée d'une lecture très simpliste du wahhabisme.

C'est seulement à la suite de reproches faits par ses alliés occidentaux que la monarchie saoudienne s'est pliée à leurs recommandations en rajoutant des directives et ordonnances édictées au cours du XX<sup>e</sup> siècle, dont le dernier «Nidham el assa-

si» (équivalent à Constitution) remonte à 1992, mais totalement en recul par rapport au Pacte de Médine, instauré du vivant du Prophète.

En réalité, la Constitution de 1992 ne changera rien à la nature monarchique «de droit divin» du régime saoudien, pour n'avoir pas de compte à rendre aux hommes. Ainsi, le trône d'Arabie, et par voie de conséquence le règne des Ahl Saoud, devient irrécusable et à l'abri de quelque velléité tribale ou républicaine que ce soit.

La Constitution «de droit divin» a cette particularité de verrouiller la prétention au pouvoir à d'autres forces politiques que celle réservée traditionnellement à une lignée de souverains dynastiques dans les monarchies. Sans être monarchique de droit divin, comme nous l'avons décrit plus haut, la Constitution algérienne n'en est pas moins verrouillée par un pouvoir oligarchique (groupe restreint de personnes) qui fonctionne comme une parfaite monarchie, avec le baï-semain en moins.

En effet, pour prémunir la «famille révolutionnaire» et ses coreligionnaires contre l'éventuel accaparement de la suzeraineté du peuple par d'autres forces politiques, la Constitution a placé en 1962, au-dessus de la volonté du peuple, la primatie du FLN ; pouvoir symbolique sacralisé et il revient à ce parti et à son idéologie, marquée dans les années 1980 du sceau de l'article 120 (consacrant le pouvoir et les privilèges à ses seuls militants), «de restaurer un Etat moderne et souverain dans toute sa plénitude...».

Comprenez par là que le FLN historique, abandonné depuis un quart de siècle entre les mains de gens venus de nulle part (nas men ouala) à quelques exceptions près, a pour mission de continuer à servir de caution politique à la conduite ad vitam aeternam du troupeau que nous sommes...

## Conclusion

En l'absence de démocratie véritable, le FLN, dans sa version historique, devient un prête-nom symbolique à une oligarchie politique constituée de clans et de castes (même s'ils sont factieux). Ensuite, manquant singulièrement de légitimité, depuis le coup de force de l'EMG contre le GPRA, les clans successifs agitent ce parti comme épouvantail afin de faire «élire» les maîtres du moment à la seule fin de perpétuer le système et les privilèges subséquents.

Comme on peut le constater, l'histoire de la Constitution algérienne, depuis l'indépendance à ce jour, est intimement liée à l'esprit monarchique du FLN, dont les initiales acronymes sont inscrites en préambule dans ladite Constitution. Ainsi, l'empreinte laissée par le parti historique sur les autres partis vassaux (à deux ou trois exception près) est prégnante, au point que ceux-ci ne s'offusquent nullement des jalons posés en préambule de la Constitution en références au primat du FLN.

Un parti secoué par des crises larvées et dont les figures de proue en arrivent aux mains dans les rues d'Alger (crises cycliques parfois accompagnées de «coups d'Etat scientifiques»), n'apporte-il pas la preuve que cette mosaïque d'intérêts est vidée en son sein même de tout idéal démocratique et de projet de société ? Raison pour laquelle il est devenu impératif de lever l'objection dirimante à sa remise au musée de l'histoire et d'instaurer une II<sup>e</sup> République de type parlementaire, porteuse d'un nouveau souffle politique et l'espoir de mettre fin à tous les privilèges, grâce à l'édification d'un Etat véritablement démocratique dans lequel tous les Algériens seront enfin égaux en droit et en devoir.

K. K

Ecrivain, essayiste, journaliste indépendant.